

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)

ACCORD-CADRE à BONS DE COMMANDE

2025-021

**CONTROLE TECHNIQUE DE LA CONSTRUCTION -
COORDINATION SPS**

Marché public de services à procédure formalisée passé selon la technique d'accord-cadre en application des articles L.2124-1, R.2124-1, L.2124-2, R.2124-2 1° et des articles L.2125-1 1°, R.2162-2 2°, R.2162-13 et R.2162-14 du Code de la Commande Publique.

Sommaire

Article 1.	GENERALITÉS.....	4
1.1	Objet de la prestation	4
1.2	Décomposition et forme du marché	4
1.3	Lieux d'exécution des prestations	4
1.4	Procédure du marché	4
1.5	Forme de l'accord-cadre.....	4
1.6	Prestations similaires.....	5
1.7	Clause de non-exclusivité.....	5
Article 2.	DUREE D'EXECUTION ET DELAIS D'EXECUTION.....	5
2.1	Durée de l'accord-cadre	5
2.2	Durée des bons de commande émis pour l'exécution de l'accord-cadre	6
2.3	Ordres de services	6
2.4	Délai de mobilisation et de remises des livrables.....	6
2.5	Prolongation du délai d'exécution.....	8
Article 3.	DOCUMENTS CONTRACTUELS	8
3.1	Ordre de priorité – Pièces de l'accord-cadre	8
3.2	Exhaustivité de la liste des pièces contractuelles	8
3.3	Pièces à remettre au titulaire	9
3.4	Pièces opposables	9
Article 4.	COMMUNICATION ET REUNION	9
4.1	Mode de communication	9
4.2	Réunions.....	9
4.3	Correspondant du pouvoir adjudicateur et élection de domicile du titulaire.....	10
4.4	Correspondant du titulaire et élection de domicile du pouvoir adjudicateur.....	10
Article 5.	NATURE ET ETENDUE DES PRESTATIONS EXIGÉES	10
Article 6.	CLAUSE DEVELOPPEMENT DURABLE	10
Article 7.	CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS.....	11
Article 8.	CONDITIONS D'EXECUTION DE L'ACCORD-CADRE	12
8.1	Obligations du titulaire	12
8.2	Responsabilité du titulaire	12
8.3	Garantie de continuité des prestations.....	12
8.4	Confidentialité	13
8.5	Présentation du bon de commande	13
Article 9.	PRIX et REGLEMENT	14
9.1	Contenu des prix	14
9.2	Détermination du prix	14
9.3	Variation des prix.....	14
9.4	Clause de sauvegarde.....	15

9.5	Clôture budgétaire	15
9.6	Avances	16
9.7	Rythme des paiements	16
9.8	Modalité de facturation	16
9.9	Délai de paiement et intérêts moratoires	17
9.10	Cession de créance	17
Article 10.	DROITS CONCEDES PAR LE TITULAIRE	18
Article 11.	PENALITES	18
11.1	Généralités sur les pénalités	18
11.2	Pénalités applicables	18
Article 12.	GARANTIE	19
Article 13.	OBLIGATION DE DISCRETION – DROIT DE PROPRIETE	19
Article 14.	SOUS-TRAITANCE	20
Article 15.	ASSURANCES	20
Article 16.	CLAUSES DE REEXAMEN	22
Article 17.	EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE	22
Article 18.	RESILIATION	23
18.1	Motif de résiliation	23
18.2	Mise en demeure préalable	23
Article 19.	CHANGEMENT AFFECTANT LE TITULAIRE	23
Article 20.	DIFFERENDS et LITIGES	23
20.1	Règlement à l'amiable	23
20.2	Règlement juridictionnel	24
Article 21.	DEROGATIONS AU CCAG-PI	24

Article 1. GENERALITÉS

1.1 Objet de la prestation

Le présent accord-cadre porte sur des prestations intellectuelles de contrôle technique de la construction (CTC) et de coordination de sécurité et protection de la santé (CSPS), à réaliser sur les sites de l'Université de Paris Nanterre.

Ce CCAP détaille les clauses administratives particulières applicables à l'ensemble des lots relevant de l'accord-cadre.

Les prescriptions techniques sont détaillées dans les cahiers des clauses techniques particulières (CCTP) propre à chaque lot du présent accord-cadre.

Le Titulaire s'engage à exécuter le ou les prestations pour lesquelles il s'engage, telles qu'elles sont décrites dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (« CCTP »), selon les règles de l'art et la réglementation en vigueur, et dans le respect des clauses administratives applicables.

Tout ajout ou modification des prestations initiales après l'entrée en vigueur du marché doit faire l'objet d'un avenant accepté par les cocontractants.

1.2 Décomposition et forme du marché

Conformément aux articles L.2113-10 et R.2113-1 du Code de la Commande Publique, le présent accord-cadre est alloté et composé des lots suivants:

- **Lot n°1 : Contrôle technique de la construction (CTC)**
- **Lot n°2 : Coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (CSPS)**

Le Titulaire peut être attributaire d'un ou plusieurs lots.

1.3 Lieux d'exécution des prestations

Les prestations sont à réaliser sur les différents sites de l'Université de Paris Nanterre :

- Université Paris-Nanterre : 200 avenue de la République, 92001 Nanterre Cedex
- IUT campus de Ville d'Avray : 50 rue de Sèvres, 92410 Ville D'Avray
- IUT campus de Saint-Cloud : 11 Avenue Pozzo-di-Borgo 92210 Saint Cloud

1.4 Procédure du marché

Il s'agit d'un appel d'offre ouvert, utilisant la technique d'achat de l'accord-cadre, passé en application des articles L.2124-1, R.2124-1, L.2124-2, R.2124-2 1° et l'article L.2125-1 1° du Code de la Commande Publique (« CCP »).

1.5 Forme de l'accord-cadre

Le présent marché est un accord-cadre à bon de commande mono-attributaires qui s'exécute par l'émission de bon de commande en application des articles L.2125-1 1°, R.2162-2 2°, R.2162-5, R.2162-6, R.2162-13 et R.2162-14 du Code de la commande publique.

Conformément à l'article R.2162-4 2° du Code de la Commande Publique, l'accord-cadre est conclu sans montant minimum et avec un montant maximum.

Le montant maximum de l'accord-cadre est fixé à :

Lots	Montant Maximum
Lot 1: Contrôle technique de la construction (CTC)	80 opérations sur toute la durée de l'accord-cadre
Lot 2: Coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (SPS)	80 opérations sur toute la durée de l'accord-cadre

1.6 Prestations similaires

Le Pouvoir Adjudicateur se réserve la possibilité de confier ultérieurement au Titulaire un marché sur le fondement de l'article R.2122-7 du Code de la commande publique, ayant pour objet la réalisation de prestations similaires, que le Titulaire peut accepter.

1.7 Clause de non-exclusivité

Le périmètre de l'accord-cadre concerne les prestations portant sur les opérations dont l'estimation du coût des travaux est inférieure à 1 000 000 € HT. Les opérations dont l'estimation du coût des travaux est située au-delà de cette limite sont exclues du présent accord-cadre.

Le Pouvoir Adjudicateur conserve la faculté de contracter avec des tiers pour des prestations faisant l'objet du présent contrat, notamment en cas de difficulté du Titulaire à répondre à ses obligations contractuelles.

En outre, en cas d'absence de réponse du titulaire aux sollicitations de l'université dans les délais impartis, le titulaire perd l'exclusivité de la demande.

Pour le lot 2, les prestations pour la coordination en matière de sécurité et de protection santé (CSPS) de niveau 1 sont exclues du présent accord-cadre.

Le recours aux cas de non exclusivité susmentionnés ne saurait donner lieu à une quelconque indemnisation du Titulaire.

Article 2. DUREE D'EXECUTION ET DELAIS D'EXECUTION

2.1 Durée de l'accord-cadre

Le présent accord-cadre est conclu pour une durée de douze (12) mois à compter de la date de sa notification. Il pourra être reconduit trois (3) fois tacitement pour une période d'une année, sans que la durée totale de l'accord cadre ne puisse excéder quatre (4) ans.

La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par le Pouvoir Adjudicateur au moins un (1) mois avant la fin de la durée de validité de l'accord-cadre. Le Titulaire ne peut pas refuser la reconduction selon les dispositions de l'article R 2112-4 du Code de la commande publique.

Le Titulaire sera tenu de ses obligations contractuelles jusqu'à la date d'expiration du marché et/ou du dernier ordre de service ou bon de commande émis. Ainsi, si des prestations sont en cours d'exécution à la date d'expiration de l'accord-cadre, ces dernières seront poursuivies jusqu'à leurs achèvements.

Conformément à l'article 20 du CCAG-PI, l'Université Paris Nanterre peut décider, au terme de chacune des phases y compris pendant la période de garantie de parfait achèvement des travaux, de ne peut pas poursuivre l'exécution des prestations. La décision d'arrêter

l'exécution des prestations ne donne lieu à aucune indemnité. L'arrêt de l'exécution des prestations peut entraîner la résiliation du marché.

2.2 Durée des bons de commande émis pour l'exécution de l'accord-cadre

La durée d'exécution des bons de commande émis pour l'exécution de l'accord-cadre est fixée par chaque bon de commande.

Dans l'hypothèse où l'accord-cadre ne serait pas reconduit, les bons de commande émis continuent à s'exécuter jusqu'à leur terme.

L'émission des bons de commande ne peut intervenir que pendant la durée de validité du marché. Leur durée d'exécution ne saurait excéder de six (6) mois la durée de validité du marché.

2.3 Ordres de services

Par dérogation de l'article 3.1.1 du CCAG-PI, les ordres de services seront adressés au Titulaire par envoi électronique à l'adresse courriel relevée toutes les 24h ouvrées qu'il aura transmis à la notification du marché. Si le Titulaire n'accuse pas réception de cet envoi, l'ordre de service sera ainsi réputé notifié 24 h ouvrés après son envoi.

Les délais d'exécution des missions commencent à courir à partir de la date d'effet de l'ordre de service et/ou du bon de commande concernant les prestations confiées.

La date de démarrage des prestations et les délais précisés dans les ordres de service seront concertés avec le Titulaire dans les limites décrites à l'article « délais » du présent CCAP. Les ordres de services préciseront également la durée prévisionnelle des études et des travaux associés aux missions confiées.

Par dérogation à l'article 3.8.2 du CCAG-PI, si le Titulaire estime que les ordres de service appellent des observations de sa part, il devra communiquer ses observations sous sept (7) jours calendaires sous peine de forclusion.

Les missions confiées au prestataire s'achèvent après exécution des prestations dues par l'entrepreneur de travaux au titre de l'obligation de parfait achèvement, telle qu'elle résulte de l'article 44.1 du cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés publics de travaux (CCAG-travaux), sous réserve que l'ensemble des livrables prévues dans le cadre du présent marché et après réception par le maître d'ouvrage du dernier livable prévu dans le cadre du présent marché.

L'action du Titulaire ne devra gêner en aucune manière le calendrier prévisionnel des études et des travaux, et n'être à l'origine d'aucune dérive temporelle et aucun retard sur le chantier.

2.4 Délai de mobilisation et de remises des livrables

Sauf indication contraire portée sur l'ordre de service ou le bon de commande correspondant à la prestation, et à défaut d'observation du Titulaire formulée dans les conditions prévues dans le présent CCAP, le Titulaire s'engage à assurer les prestations dues dans le cadre de son marché dans les délais maximums indiqués ci-dessous. Ces délais sont exprimés en jours ouvrés et sont à prendre en compte à partir de l'élément générateur indiqué ci-après :

Prestations	Délais	Conditions
Délai de mobilisation (prise de connaissance du dossier et délai de prévenance pour participation à la réunion de lancement)	10 jours	à compter de la date d'effet de l'ordre de service commandant les prestations.
Délai de prévenance pour convocation aux réunions (hors réunions de lancement et urgence impérieuse)	5 jours	avant la date de la réunion concernée
Rapports et dossiers techniques : RICT, RFCT, RVRAT, RVIEL ... (lot 1) PGC, DIUO, (lot 2)	10 jours	à compter de la réception par le prestataire des pièces nécessaires à l'établissement des rapports
Avis sur les éléments de mission de conception de la maîtrise d'œuvre	5 jours	à compter de la réception par le prestataire des pièces nécessaires à l'établissement des avis
Avis ponctuels relatifs à des interrogations précises demandées par le maître d'ouvrage ou la maîtrise d'œuvre	5 jours	à compter de la réception par le prestataire des pièces nécessaires à l'établissement des demandes
Avis ou visa sur les documents d'exécution (plans, note de calcul, fiches techniques,...)	5 jours	à compter de la réception par le prestataire des pièces nécessaires
Avis et comptes rendus consécutifs aux visites de chantiers (compris registre journal pour le lot 2)	2 jours	A compter de la réunion ou visite de chantier inopinée
Synthèse de l'ensemble des avis émis (document à remettre de manière systématique au minimum à échéance mensuelle* ¹)	3 jours	Sur relance ou demande complémentaire de la maîtrise d'œuvre ou maîtrise d'ouvrage
Avis techniques préalables aux travaux de reprise effectués durant la phase de garantie de parfait achèvement	5 jours	suite à la réception des informations relatives à la nature de l'intervention
Visites sur site suite aux travaux de reprise effectués durant la phase de garantie de parfait achèvement	5 jours	à compter de fin de l'intervention de l'entreprise

Reprise d'un livrable ayant fait l'objet d'un refus ou d'observations de la part de la maîtrise d'ouvrage	5 jours*2	A compter de la réception par le prestataire de la décision ou des observations de la maîtrise d'ouvrage
---	-----------	--

*1 En cas de retard de chantier cette synthèse doit être établie sur un mode bimensuel.

*2 délai ramené à 2 jours si l'ajournement porte sur le formalisme des prestations (mise en page, orthographe...)

En cas de non-respect des délais prescrits par le CCAP, le Titulaire peut se voir appliquer les pénalités prévues à l'article 8 « Pénalités » ci-après.

2.5 Prolongation du délai d'exécution

En précision du CCAG-PI article 13.3.2, pour bénéficier d'une prolongation du délai d'exécution, le Titulaire devra signaler les causes faisant obstacle à l'exécution du marché dans un délai de cinq (5) jours ouvrés à compter de la date à laquelle ces causes sont apparues. Il ne sera pas accordé de délai de prolongation si les livrables transmis ne sont pas conformes.

Article 3. DOCUMENTS CONTRACTUELS

3.1 Ordre de priorité – Pièces de l'accord-cadre

Le présent accord-cadre est constitué par les documents contractuels énumérés ci-après, par ordre de priorité décroissante, par dérogation à l'article 4.1 du cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés de prestations intellectuelles (CCAG-PI):

- L'Acte d'Engagement et son annexe financière pour chaque lot ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et ses éventuelles annexes ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) pour chaque lot;
- Le Cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG –PI) approuvé par arrêté du 30 mars ;
- Le Cadre de réponses techniques (CRT) ;

Les exemplaires originaux des pièces de l'accord-cadre et des bons de commande conservés dans les archives du pouvoir adjudicateur font seuls foi.

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives de l'accord-cadre, ces pièces prévalent dans l'ordre dans lequel elles sont énumérées ci-dessus.

3.2 Exhaustivité de la liste des pièces contractuelles

Le présent accord-cadre constitué des documents contractuels définis ci-dessus exprime l'intégralité des obligations contractuelles des parties.

Les dispositions du présent accord-cadre prévalent sur celles qui figuraient sur les documents de réponse, lettres ou autres documents échangés entre l'université et le titulaire préalablement à la signature du présent accord-cadre.

Aucune condition générale ou spécifique figurant dans les documents envoyés par le titulaire ne pourra s'intégrer au présent accord-cadre. Il en est ainsi, sans que cette liste soit exhaustive, des conditions figurant sur les factures, des conditions énoncées dans les documents commerciaux.

3.3 Pièces à remettre au titulaire

Conformément à l'article 4.2.1 du CCAG PI, la notification de l'accord-cadre comprend une copie de l'acte d'engagement et de son annexe financière délivrée sans frais par le pouvoir adjudicateur au titulaire.

Les autres pièces constitutives de l'accord-cadre pourront être retransmises par courriel au titulaire sur simple demande, sans frais. Le titulaire conserve une copie de son offre technique. Il ne lui sera pas délivré de copie.

Le CCAG est consultable sur le site :

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043310613>

3.4 Pièces opposables

A l'appui de son offre, le Titulaire a présenté des documents qui constituent des engagements unilatéraux de sa part vis-à-vis du Pouvoir Adjudicateur. Ce dernier peut à tout moment exiger du Titulaire le strict respect des dispositions contenues dans ces documents. En revanche, s'agissant d'engagements unilatéraux, ils ne confèrent au Titulaire aucun droit, de sorte que ce dernier ne peut s'en prévaloir d'une quelconque manière, en particulier à l'appui d'une réclamation au motif, notamment, que les moyens et méthodes effectivement mis en œuvre pour réaliser sa prestation dans les conditions, prix et délais convenus diffèrent de ceux qu'il a décrits dans sa proposition.

Article 4. COMMUNICATION ET REUNION

4.1 Mode de communication

Les parties conviennent que tous les échanges liés au suivi et à la gestion des prestations ont lieu par courrier électronique, hormis les cas où une lettre recommandée avec accusé de réception est prévue par le présent CCAP.

En précision de l'article 3 du CCAG-PI, le Titulaire renseignera ainsi à la notification du marché une adresse courriel relevée toutes les 24h ouvrées depuis la notification du marché et pendant toute la durée du marché.

La notification des informations et des décisions qui font courir un délai est faite par ordre de service et/ou bon de commande valant ordre de service dématérialisé avec accusé de réception à l'adresse électronique qu'aura communiquée le Titulaire. La date et l'heure enregistrées par l'application informatique dans l'accusé de réception électronique permettront de déterminer de façon certaine sa réception.

L'envoi via la plateforme PLACE d'un courriel contre accusé réception vaut l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception.

4.2 Réunions

Si des réunions entre le pouvoir adjudicateur et le titulaire sont nécessaires pour la mise en œuvre et/ou le suivi des prestations, elles ont lieu dans les locaux du pouvoir adjudicateur sans que le titulaire ne puisse facturer aucun surcoût.

Dès la notification du marché et avant le début d'exécution des prestations, une réunion de lancement du marché se tiendra afin de préciser les modalités d'exécution de la prestation.

Cette réunion sera organisée entre le titulaire et l'Université.

En cas de problème, des réunions complémentaires pourront être organisées à l'initiative de l'Université.

Chaque année, à la date anniversaire, une réunion de suivi de l'exécution de la prestation est organisée entre le titulaire et le pouvoir adjudicateur.

4.3 Correspondant du pouvoir adjudicateur et election de domicile du titulaire

L'interlocuteur du pouvoir adjudicateur, concernant l'application du présent accord-cadre, est, par défaut, le représentant que le titulaire a désigné à cette fonction dans la fiche contact.

Le Titulaire devra confirmer à l'Université de Paris Nanterre la personne physique habilitée à le représenter opérationnellement sous sept (7) jours calendaires maximum à compter de la notification du marché.

Toute modification du représentant du titulaire devra faire l'objet d'un accord préalable formelle du pouvoir adjudicateur.

4.4 Correspondant du titulaire et election de domicile du pouvoir adjudicateur

L'interlocuteur du titulaire, concernant la gestion du présent accord-cadre, est **le service Achat et Marchés de la Direction Financière de l'Université Paris Nanterre**.

Tous les documents relatifs au présent accord-cadre, destinés au pouvoir adjudicateur, sont adressés à l'adresse suivante :

Université Paris Nanterre
Direction Financière
Service Achat et marchés
Bâtiment S. VEIL- Bureau R01
200 av. de la République - 92001 Nanterre Cedex
marches.publics@liste.parisnanterre.fr

Pour l'exécution technique du présent accord-cadre, le pouvoir adjudicateur désigne un responsable technique, chargé du contrôle de la correcte réalisation et évaluation de la qualité de la prestation.

Pour toute information d'ordre comptable, le Titulaire peut contacter le pôle Finances et Marchés de la Direction du Patrimoine à l'adresse générique : finance-patrimoine@liste.parisnanterre.fr

Article 5. NATURE ET ETENDUE DES PRESTATIONS EXIGÉES

Voir le CCTP

Article 6. CLAUSE DEVELOPPEMENT DURABLE

Tous les documents livrables exigés dans le cadre de ce marché doivent être mis à disposition de préférence au format dématérialisé et à la demande de l'acheteur sur supports en papier. Le papier est alors sur supports en papier recyclé ou éco-labellisé garantissant

l'usage d'un bois issu de forêts gérées durablement (par ordre de priorité : papier recyclé, papier éco-labellisé ecolabel européen, NF Environnement, Ange bleu ou équivalent, papier certifié issu de forêts gérées durablement labellisé PEFC, FSC ou équivalent, grammage le plus fin possible). En cas de recours à la reprographie, le mode recto -verso et en noir et blanc est privilégié. Les documents papiers sont limités et le coût de la reproduction est compris dans le forfait global.

Les documents livrables doivent être remis via un extranet sécurisé.

Les documents dématérialisés partagés par le titulaire sont compressés autant que possible tout en conservant leur lisibilité.

Dans le cadre de l'exécution du marché, le candidat mobilise des collaborateurs formés aux enjeux environnementaux liés à la prestation du marché. Il décrira ainsi dans le cadre de réponse techniques :

- Le nombre de collaborateurs mobilisés pour l'exécution du marché formés aux enjeux environnementaux liés à la prestation du marché ;
- Le nom et le caractère certifiant ou non de la formation suivie par son ou ses collaborateurs ;
- Le contenu succinct de ladite formation ;
- Le nombre d'heures constituant la formation.

Article 7. CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS

L'admission est prononcée par le responsable technique par dérogation à l'article 29 du CCAG-PI. La décision d'admission est prononcée à l'issue des opérations de vérification.

Par dérogation à l'article 28 du CCAG PI, le maître d'ouvrage dispose d'un délai de **dix (10) jours ouvrés** pour procéder aux opérations de vérification des livrables transmis par le Titulaire. Le point de départ de ce délai est la remise du livrable par le Titulaire. Le maître d'ouvrage peut alors choisir :

- D'admettre ce livrable ;
- D'ajourner sa décision ;
- D'admettre cette livraison avec observation à intégrer sous 5 jours calendaires par le Titulaire ;
- De refuser le livrable en motivant actuellement sa décision.

En dérogation et complément à l'article 28 du CCAG PI, il est précisé qu'une décision d'ajournement d'admission de prestations ne vaut pas prolongation tacite des délais d'exécution, ni exonération des pénalités de retard, qui lui était initialement associées. En cas de refus du livrable par la maîtrise d'ouvrage, le Titulaire s'expose à des pénalités de retard à compter du jour théorique de remise du livrable prévu dans l'ordre de service de démarrage de la mission.

En dérogation et complément à l'article 29 du CCAG PI, le Titulaire devra présenter au représentant du Pouvoir Adjudicateur les prestations mises au point dans les délais indiqués dans le présent document.

Article 8. CONDITIONS D'EXECUTION DE L'ACCORD-CADRE

8.1 Obligations du titulaire

Le titulaire a un devoir de conseil (ou d'alerte) s'il se rend compte, lors de ses interventions, de dérèglements, dysfonctionnements, dangers potentiels au titre de ses prestations.

Ce devoir de conseil est formel et fondé sur la production d'un rapport qui décrit les risques et menaces et propose des actions pour les réduire.

En outre, le titulaire est tenu de signaler à l'acheteur tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution des prestations.

Sous réserve des stipulations du présent accord-cadre, le titulaire met en œuvre son savoir-faire et les moyens dont il est réputé détenir la maîtrise pour exécuter et réaliser l'objet de l'accord-cadre dans les conditions les plus favorables à l'économie de l'accord-cadre.

Par ailleurs, le titulaire remet à la personne publique une attestation sur l'honneur indiquant son intention ou non de faire appel pour l'exécution des prestations, objet de l'accord-cadre, à des salariés de nationalité étrangère et, dans l'affirmative, certifiant que ces salariés sont ou seront autorisés à exercer une activité professionnelle en France.

8.2 Responsabilité du titulaire

Le titulaire garantit l'exécution des prestations objet du présent marché, conformément à son offre technique acceptée par l'Université.

A ce titre, le présent marché est assorti d'une obligation générale de résultat pour l'ensemble des prestations, objet du marché. Le titulaire est pleinement responsable de la bonne exécution du marché et ne peut nullement mettre en avant une quelconque défaillance de ses sous-traitants ou fournisseurs.

Le titulaire doit notamment satisfaire aux obligations suivantes :

- Se conformer aux stipulations décrites dans le présent CCAP ;
- Informer et conseiller : à ce titre, il s'engage d'une manière générale à répondre aux demandes de renseignements émanant du pouvoir adjudicateur et à communiquer toutes les explications concernant l'exécution du marché ;
- Demander au pouvoir adjudicateur toute information ou renseignement qu'il juge nécessaire à la bonne exécution du marché ;
- Dans le cas où le titulaire n'exécute pas les prestations dans les conditions prévues par le présent CCAP, le pouvoir adjudicateur a la faculté d'appliquer des pénalités telles que prévues à l'article 11 du présent CCAP ou de résilier le marché, conformément aux dispositions du CCAG-PI et de l'article 15 du CCAP.

Le titulaire s'engage à respecter toutes les directives détaillées dans le CCTP. Il s'engage à respecter les délais d'intervention et à remettre à l'Université, sous les conditions prévues dans le CCTP, tous les documents nécessaires au suivi et au contrôle de la bonne exécution des prestations.

En cas de non-respect, le titulaire, le cas échéant, peut ne pas être autorisé à démarrer ses prestations et subira une pénalité conformément à l'article 11 du présent CCAP.

8.3 Garantie de continuité des prestations

En cas d'indisponibilité pour raison de force majeure, maladie, démission ou congés de l'un quelconque des membres du personnel du Titulaire affecté à l'exécution des prestations dans le cadre du marché, le Titulaire prendra dans un délai maximum de deux semaines, les

moyens nécessaires pour assurer la continuité de ses prestations et remplacera le personnel défaillant par du personnel de compétence et de qualification équivalentes.

Il s'engage à assurer la continuité des prestations dans les mêmes conditions de qualité, de délais et de coût.

8.4 Confidentialité

L'article 5 du CCAG-PI est applicable à ce marché.

Le titulaire qui, à l'occasion de l'exécution du marché, a connaissance d'informations ou reçoit communication de documents ou d'éléments de toute nature, signalés comme présentant un caractère confidentiel et relatifs, notamment, aux moyens à mettre en œuvre pour son exécution, au fonctionnement des services du pouvoir adjudicateur, est tenu de prendre toutes mesures nécessaires, afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître. Une partie ne peut demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même rendus publics.

Le titulaire est tenu au respect des règles relatives à la protection des données nominatives, auxquelles il a accès pour les besoins de l'exécution du marché.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à lui pour l'exécution du marché. Il doit s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

En cas de violation par le titulaire des obligations mentionnées ci-dessus, et indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, le titulaire s'expose à la résiliation sans indemnité du marché.

8.5 Présentation du bon de commande

Le titulaire s'engage à n'accepter aucune commande par téléphone. Les commandes seront transmises sous forme papier par voie postale ou messagerie électronique sur la base du Bordereau des Prix Unitaires.

Le titulaire doit vérifier que tout bon de commande qui arrive par courrier est bien une première commande et non une confirmation de courrier électronique ou télécopie.

Le bon de commande comporte :

- La référence du marché (objet, n° et date);
- Le numéro de référence du lot et son intitulé ;
- Le numéro de référence de commande propre au service émetteur, et la date et le numéro de commande SIFAC ;
- Le nom et adresse du titulaire ;
- Le numéro de référence du bon de commande ;
- La date d'émission du bon de commande ;
- Le service émetteur de la commande ;
- La désignation de la prestation ;
- La quantité commandée ;
- Le prix d'engagement correspondant au prix du marché, en euro (€) HT et TTC ;
- Le montant de la TVA applicable ;
- Le délai d'exécution en cas de procédure de livraison d'urgence
- Le lieu de livraison (immeuble, salle, étage etc...) ;
- L'adresse de facturation ;

- La signature par un représentant habilité du pouvoir adjudicateur.

Il peut mentionner un accord sur un délai de livraison plus long que celui sur lequel le fournisseur s'est engagé contractuellement.

Une commande honorée à partir d'un bon de commande non signé ou d'un document contraire au bon de commande expose le fournisseur au non règlement de la facture correspondante.

Le titulaire s'engage à exécuter la prestation conformément aux stipulations des pièces constitutives du marché et aux bons de commande qui pourront être accompagnés de spécifications techniques particulières.

Chaque mission confiée au titulaire sera exécutée dans les conditions et délais indiqués sur les bons de commande qui lui sont transmis au fur et à mesure des besoins.

Article 9. PRIX et REGLEMENT

9.1 Contenu des prix

Les prix indiqués dans l'offre du titulaire sont unitaires.

L'offre financière est détaillée dans le bordereau des prix unitaires (BPU) annexé à l'acte d'engagement du titulaire.

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations y compris les frais de déplacement et de nuitées, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

9.2 Détermination du prix

L'unité monétaire du marché est l'euro. Les prix du marché sont établis hors TVA.

Les prestations faisant l'objet du marché seront réglées par application des prix unitaires du bordereau des prix unitaires aux quantités réellement commandées selon les stipulations de l'acte d'engagement.

9.3 Variation des prix

Les prix sont fermes la 1ère année. Ils sont révisables annuellement, à la date anniversaire du présent accord-cadre, selon la formule suivante :

$$P = P_0 \times [(0,25 + 0,75 \times \text{ING}_m / \text{ING}_{m0})]$$

Dans laquelle :

P = prix révisé

P₀ = prix initial

ING_{m0} = valeur de l'index au mois M₀

ING_m = valeur du dernier index connu au mois de révision

La liste des index utilisés est la suivante :

Code index	Libellé de l'index
------------	--------------------

ING	Ingénierie
-----	------------

Cet indice est à retrouver <https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/001711010>

Identifiant de l'indice : 001711010

Les calculs des prix sont effectués avec deux décimales, l'arrondi étant traité de la façon suivante:

- Si la troisième décimale est comprise entre 0 et 4 (bornes incluses), la deuxième décimale est inchangée (arrondi par défaut) ;
- Si la troisième décimale est comprise entre 5 et 9 (borne incluses), la deuxième décimale est augmentée d'une unité (arrondi par excès)

Le calcul de la révision des prix est à l'initiative du Titulaire. Ce dernier produit les pièces permettant de justifier du calcul de cette révision à l'acheteur dans le mois précédant le terme de la période contractuelle de l'accord-cadre. Les demandes de révision sont présentées en faisant apparaître le prix de base, la valeur du coefficient de révision, les mois et valeurs d'index utilisées.

Le titulaire adresse la révision des prix au pouvoir adjudicateur deux (2) mois avant la date anniversaire du présent accord-cadre. Le pouvoir adjudicateur dispose de quinze (15) jours calendaires à compter de la date de réception pour les valider. En l'absence de validation dans le délai imparti, le silence de l'Université vaut acceptation. A défaut de proposition par le titulaire dans le délai imparti, les prix de l'année précédente continueront à courir pour l'année suivante.

En cas de disparition de l'index, le nouvel index de substitution préconisé par l'organisme qui l'établit est de plein droit applicable. Dans l'hypothèse où aucun index de substitution n'est préconisé, les parties conviennent que la substitution d'indice sera effectuée par avenant après accord de chacune d'entre elles.

9.4 Clause de sauvegarde

Si l'application des dispositions qui précèdent, conduit à une variation des prix unitaires supérieure à 5 %, l'Université se réserve le droit de résilier sans indemnité la partie non exécutée du contrat.

Toutefois, pour tenir compte des délais d'organisation d'une nouvelle consultation, le marché sera prorogé d'un trimestre avec l'application d'une hausse limitée à 5 % sur les prix unitaires pour les seuls besoins correspondants à la période considérée.

L'Université se réserve le droit de ne pas accepter une révision de prix annuelle dont l'incidence serait supérieure au taux de 5 % par rapport au prix en cours.

9.5 Clôture budgétaire

Le titulaire est informé que la réglementation de la comptabilité publique impose aux administrations une clôture de l'exercice budgétaire à une date impérative distincte et antérieure à la fin de l'année civile. Le titulaire s'engage à respecter les instructions données par l'Université pour faciliter la gestion financière de fin d'année budgétaire.

9.6 Avances

Sauf renoncement du titulaire, une avance est prévue si le montant de la commande est supérieur à 50 000 € HT et le délai d'exécution supérieur à 2 mois. Le taux de cette avance est fixé à 5% dans les conditions prévues à l'article R.2191-7 du Code de la commande publique.

Le remboursement de l'avance débute lorsque 65% des prestations sont réalisées. Le remboursement doit être terminé lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 80% du montant (TTC) des prestations qui lui sont confiées au titre du marché.

Le remboursement de l'avance s'impute sur les sommes dues au titulaire par précompte sur les sommes dues à titre d'acomptes ou de règlement partiel définitif ou de solde.

Toutefois, le titulaire peut refuser le versement de l'avance.

Les candidats indiqueront à l'article B4 de l'acte d'engagement s'ils renoncent au bénéfice de l'avance prévue aux articles R.2191-3 du code de la commande publique.

9.7 Rythme des paiements

Le paiement se fera sur demande du titulaire après réception et sur présentation des factures dans le délai global de paiement indiqué ci-dessus.

Le titulaire peut : soit fournir une facture ne faisant référence qu'à un seul bon de commande, soit proposer une facturation mensuelle correspondant aux prestations effectuées et admissent conformément à l'article 7.2 du présent document, dans le mois écoulé.

9.8 Modalité de facturation

Les factures établies en un original doivent comporter, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- Le nom ou la raison sociale du titulaire ;
- Le cas échéant, le numéro de siren ou de Siret ;
- Le numéro du compte bancaire ou postal ;
- Le numéro du bon de commande
- Le numéro du marché inscrit sur le bon de commande précité ;
- Le numéro unique de la facture
- La date d'acceptation des prestations
- La quantité et la dénomination précise des prestations concernées
- La date d'exécution des prestations ;
- Le montant hors taxe des prestations effectuées ;
- Le taux et le montant de la TVA ;
- Le montant TTC des prestations effectuées ;
- La date de facturation
- Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires
- La mention « pour solde » dans l'hypothèse où il s'agit du dernier paiement relatif à des prestations ayant donné lieu au versement d'acomptes.



Attention ! Les factures qui ne comporteraient pas les mentions obligatoires nécessaires à la liquidation et au règlement seront retournées.

En cas d'erreur de facturation ou de livraison, un avoir par facture doit être établi indépendamment de la facture.

En cas de changement des coordonnées bancaires du titulaire, le service facturier de l'Université doit en être immédiatement informé par courrier signé par une personne habilitée à engager la société.

Rappel des dispositions applicables en matière de facturation électronique sur le portail Chorus Pro :

Les factures du titulaire doivent être transmises de manière dématérialisée à l'Université Paris Nanterre sur le portail de facturation Chorus Pro. L'application Chorus Pro est accessible depuis l'adresse : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Vous trouverez ci-dessous les informations utiles au dépôt de vos factures sur la plateforme Chorus Portail Pro.

Structure	UNIVERSITE PARIS NANTERRE
SIRET DE FACTURATION	19921204400010
N° TVA	FR35199212044
CODE service sur facture	Service facturier NANTERRE = 03 Service facturier Ville d'Avray = 02
OBLIGATION de renseigner un numéro d'engagement sur la facture	OUI : numéro à 10 chiffres commençant par 45 suivi de 8 chiffres (ex : 4500123456) <i>Numéro de marché facultatif mais préférable</i>

9.9 Délai de paiement et intérêts moratoires

Le règlement sera effectué par virement administratif dans un délai de trente (30) jours, conformément à l'article 1 du Décret n°2013-269 du 29 mars 2013, au compte ouvert au nom du titulaire indiqué à l'acte d'engagement.

Le point de départ de ce délai est la date de réception de la facture. Si le délai de paiement de trente (30) jours susmentionné n'est pas respecté, des intérêts moratoires sont dus de plein droit au titulaire.

Les intérêts moratoires courent à partir du jour suivant l'expiration du délai global de paiement jusqu'à la date de mise en paiement. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

9.10 Cession de créance

En cas de cession de créance, le pouvoir adjudicateur remet, au titulaire, à sa demande soit un exemplaire unique ou un certificat de cessibilité de créance de l'accord-cadre, soit un exemplaire unique ou un certificat de cessibilité de créance de chaque bon de commande.

Le titulaire s'engage à remettre à l'établissement de crédit cessionnaire ces documents, afin que ce dernier puisse notifier la cession à l'agent comptable.

Article 10. DROITS CONCEDES PAR LE TITULAIRE

Par dérogation de l'article 35.1.1, le prestataire du marché cède à titre exclusif, l'intégralité des droits ou titres de toutes nature afférents aux résultats permettant à l'Université Paris Nanterre de les exploiter librement, y compris à des fins commerciales.

La cession des droits est réputée incluse dans les prix.

La durée d'exploitation des résultats est limitée à la durée des droits d'auteur.

En cas de cession du marché pour quelque cause que ce soit, le pouvoir adjudicateur demeure cessionnaire de l'ensemble des droits d'exploitation afférents aux résultats

Article 11. PENALITES

11.1 Généralités sur les pénalités

Toute inexécution des obligations stipulées par le présent marché, soit par défaut de livraison ou de réparation, soit par non intervention dans les délais prévus, soit par carence en matériel lors d'une intervention ou service mal ou incomplètement exécuté, soit par retard, donne lieu à des pénalités.

En cas de retard ou dysfonctionnement répété, de défaillances dans la prestation, le titulaire encourt la résiliation du marché à ses torts et à ses frais, avec mise en demeure préalable.

Il appartient au titulaire du marché d'apporter, le cas échéant, la preuve de l'existence d'un événement exonératoire de sa responsabilité justifiant la remise des pénalités. L'application des pénalités peut être exceptionnellement reconsidérée suite à la demande dûment justifiée du titulaire du marché et après acceptation de l'établissement concerné.

Le titulaire du marché s'oblige à déduire de ses factures le montant des pénalités qui lui auront été notifiées. Dans le cas contraire, l'établissement bénéficiaire retiendra le montant des pénalités par émission d'un titre exécutoire notifié au titulaire ou par réfaction sur facture.

11.2 Pénalités applicables

Le pouvoir adjudicateur établit un mémoire indiquant les périodes de pénalités concernées et leurs montants. Ces pénalités sont retenues sur les factures présentées par le titulaire. Le montant de la pénalité est dû quel que soit son montant par dérogation à l'article 14.1.3 du cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés de prestations intellectuelles (CCAG-PI).

Lorsque le délai contractuel est dépassé, le Titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité calculée par application du barème figurant dans le présent article.

Le décompte est calculé en jour calendaire, à compter du jour ouvré suivant l'expiration du délai d'exécution des prestations, tel que défini dans le présent document ou dans l'ordre de service applicable ou dans le bon de commande pour les prestations à prix unitaires. Il prend fin à la date effective d'atteinte du jalon.

Par dérogation au CCAG-PI article 14.1.2, les pénalités de retard s'appliquent dès le 1er euro, sont cumulables et leur plafond est fixé à 20 % du montant total hors taxes du marché, sont applicable sans mise en demeure préalable sur simple constat de la maîtrise d'œuvre ou de la maîtrise d'ouvrage.

En complément et précision de l'article 14 du CCAG-PI :

○ Retard sur délais de mobilisation ou de remise d'un livrable	100 euros HT par jour calendaire de retard et par document
○ Retard > 30mn ou absence injustifiée à une réunion à laquelle le Titulaire aurait été convoquée dans les conditions du présent CCAP	100 euros HT par retard 200 euros HT par absence
○ Non prise en compte d'un envoi urgent de la Direction du Patrimoine dans les 24H transmis sur la boîte mail à relever quotidien que le Titulaire aura renseigné	200 euros HT par jour calendaire de retard
○ Non-exécution des prescriptions d'un ordre de service adressé dans les conditions du présent CCAP	200 euros HT par jour calendaire de retard
○ Manquement aux autres obligations contractuelles, sur simple constat de la maîtrise d'ouvrage	200 euros HT par constat
○ Manquement à toutes obligations contractuelles suite à mise en demeure rappelant au Titulaire ses obligations	200 euros HT par jour calendaire de retard
○ Défaut de mise en œuvre des mesures appropriées dans le cas de la constatation d'une situation à risque	500 euros HT au constat
○ Sous-traitance non déclarée / travail dissimulé	500 euros HT au constat et suspension du sous-traitant jusqu'à régularisation
○ Substitution sans validation préalable par la maîtrise de personnel désigné à la notification du marché par le Titulaire	500 euros HT au constat et suspension jusqu'à régularisation

Article 12. GARANTIE

Les garanties applicables sont celles prévues par l'article 30 du cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés de prestations intellectuelles (CCAG-PI)

Article 13. OBLIGATION DE DISCRETION – DROIT DE PROPRIETE

Conformément à l'article 35.2.1, le titulaire n'acquiert aucun droit d'auteur sur les documents numérisés produits dans le cadre de ce marché. Il s'engage à ne pas utiliser les documents qui lui sont confiés par l'Université à des fins autres que celles qui sont définies par le présent marché, de même pour les documents numérisés.

Il est interdit de les reproduire en dehors de la prestation, et de les diffuser de quelque manière que ce soit.

L'Université se réserve le droit exclusif soit de publier, soit de modifier, soit de communiquer, soit de reproduire, soit de donner, soit de commercialiser les données

saisies et contrôlées. En conséquence, les données fournies initialement au prestataire et les données résultant de la saisie sont la propriété de l'Université.

Le prestataire doit sauvegarder les données saisies conformément à l'article 14 du présent CCAP et durant la période mentionnée. Avant la fin de cette période, les données ne devront pas être détruites chez le prestataire sauf autorisation de l'Université.

L'Université Paris Nanterre n'acquiert pas du fait du marché la propriété des programmes, logiciels nés, mis au point ou utilisés à l'occasion de l'exécution du marché, ni les méthodes ou le savoir-faire du prestataire.

Les titres protégeant ces programmes et logiciels précités ne peuvent être opposés au pouvoir adjudicateur pour l'utilisation des résultats des prestations.

Dès la première manifestation de revendication d'un tiers contre le titulaire ou les établissements, ceux-ci doivent prendre toute mesure dépendant d'eux pour faire cesser le trouble et se prêter assistance mutuelle, notamment en se communiquant les éléments de preuve ou les documents utiles qu'ils peuvent détenir ou obtenir.

Si l'Université constate que cette clause n'a pas été respectée, elle résilie le marché de plein droit, sans préjudice de son action devant les juges pour obtenir réparation du dommage que le non-respect de ladite clause fait subir.

Article 14. SOUS-TRAITANCE

Le titulaire du marché peut, sous sa responsabilité, sous-traiter une partie des prestations qui lui sont confiées conformément aux articles L. 2193-1 à L. 2193-13 et R. 2193-1 à R. 2193-16 du code de la commande publique. La sous-traitance totale du marché est interdite.

Le titulaire doit préalablement obtenir du pouvoir adjudicateur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

Article 15. ASSURANCES

Par dérogation à l'article 9 du CCAG-PI, le Titulaire doit justifier, dans un délai de sept (7) jours calendaires à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, ainsi qu'à tout moment durant l'exécution du marché ; qu'il est Titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie au titre de sa responsabilité civile ainsi qu'au titre de sa responsabilité professionnelle.

Le prestataire devra disposer d'une assurance qui couvrira le transport des documents et la responsabilité civile vis-à-vis des biens qui lui sont confiés.

Celle-ci, conformément au Code des assurances, doit notamment garantir la responsabilité civile au titre du marché pour les pertes, accidents et dommages causés par des personnes dont l'assuré est civilement responsable, survenus lors de la conduite des prestations ou dans l'exécution du présent marché, et ce quelles que soient la nature et la gravité des fautes de ces personnes.

Si par la faute du contractant, l'indemnité perçue ne couvrirait pas entièrement le dommage, l'Université conserve un droit de recours personnel.

En cas de sinistre, le titulaire doit prendre toutes les dispositions nécessaires pour assurer la continuité des prestations objet du présent marché.

Le titulaire est tenu responsable des risques assurés de ruine, perte ou de tout endommagement des documents remis. Le titulaire doit informer immédiatement le service commanditaire des dommages éventuels subis par les documents confiés et les confirmer par écrit.

En cas de dommages aux documents, le titulaire supporte les frais de restauration. En aucun cas cette restauration ne peut se faire sans l'accord écrit de l'acheteur validant les modalités de celle-ci. En cas de désaccord sur la valeur à payer par le titulaire, le rapport d'un expert nommé d'un commun accord par les parties fait foi. Le titulaire assume la responsabilité de l'exécution des prestations et des dommages qu'il cause à l'acheteur en cas d'inexécution.

Le titulaire prend intégralement à sa charge toute franchise mentionnée dans son contrat d'assurance. Il est tenu d'informer l'Université de toute modification de sa police d'assurance, et de lui adresser, le cas échéant, un nouvel exemplaire. Cette information n'engage en rien la responsabilité de l'Université pour le cas, où, à l'occasion d'un sinistre, l'étendue des garanties ou le montant de l'assurance s'avérerait insuffisant.

Le titulaire devra tenir l'Université informée de toute modification afférente à son contrat d'assurance (avenant, résiliation, changement de compagnie, garantie, ...) dans un délai d'un mois.

En cas de défaut d'assurance constatée par l'Université, se réserve la possibilité de résilier le marché, sans indemnité à la charge exclusive du Titulaire.

Assurances de responsabilité civile décennale pour le lot1

Ce lot est soumis à l'obligation d'assurance de responsabilité civile décennale prévue par l'article L.241-1 du code des assurances et le montant prévisionnel de l'opération est inférieur à 1 million d'euros HT.

Le titulaire déclare avoir souscrit une police de responsabilité civile décennale en capitalisation en état de validité au jour de l'ouverture du chantier le garantissant pour les travaux confiés.

Cette police comporte les garanties suivantes :

- garantie effondrement avant réception ;
- responsabilité civile décennale y compris au profit des existants totalement incorporés et techniquement indivisibles ;
- dommages immatériels consécutifs à sinistres engageant la responsabilité civile décennale du titulaire s'ils ne sont pas inclus en extension du contrat de responsabilité de droit commun.

Le titulaire justifie de sa police d'assurances individuelle de responsabilité civile décennale par une attestation d'assurances émanant de sa société d'assurances conforme au modèle standard défini par la Fédération Française des Sociétés d'Assurance (FFSA).

Les attestations précisent le montant maximum des chantiers pour lesquels les garanties sont délivrées, la mention selon laquelle les garanties sont délivrées au coût de l'ouvrage.

Chaque intervenant doit être en mesure de justifier de l'état d'assurance de ses sous-traitants au fur et à mesure de leur désignation. Les stipulations du contrat des dits sous-traitants doivent prévoir au minimum, la couverture de la réparation des dommages de la nature de ceux qui engagent la responsabilité civile décennale des constructeurs au sens des articles 1792, 1792-2, et 1792-4-1 du Code civil.

Article 16. CLAUSES DE REEXAMEN

Le marché est élaboré sur la base de la réglementation en vigueur au jour du lancement de la procédure de passation.

Si, à la suite d'une évolution de la réglementation applicable ou du fait d'une crise sanitaire ayant des impacts directs sur l'exécution du marché, une modification des prestations du marché s'avérerait nécessaire, les parties conviennent de se rapprocher pour étudier ensemble les modalités et conditions auxquelles ces modifications peuvent être prises en compte.

En cas de modifications mineures, le titulaire s'engage à chercher à les réaliser sans supplément de prix.

Dans tous les cas et sous réserve qu'elles ne bouleversent pas l'économie générale du marché ou n'en modifient pas l'objet, les modifications éventuelles demandées par l'acheteur afin de prendre en compte l'évolution de la réglementation ou les impacts directs d'une crise sanitaire sur l'exécution du marché donneront lieu à la signature d'un avenant par les parties contractantes.

L'accord-cadre prévoit que le contrat puisse être modifié par des clauses de réexamen, conformément à l'article R 2194-1 du Code de la commande publique :

- le réexamen du bordereau des prix unitaires afin d'intégrer des prestations non prévues initialement (missions supplémentaires ou complémentaires non prévu initialement au bordereau de prix);
- le réexamen des clauses de l'accord-cadre afin d'intégrer des évolutions techniques ou administratives intervenant dans le périmètre du contrat.
- Le changement des lieux d'exécution des prestations.

La mise en œuvre des clauses de réexamen donnera lieu à une modification du contrat signée par les deux parties.

Article 17. EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE

Les dispositions du cahier des clauses administratives générales applicables s'appliquent. En cas de non-exécution ou mauvaise exécution des prestations prévues au contrat, après mise en demeure restée sans effet, ou en cas de décision de résiliation du contrat, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire.

Le contrat passé avec le tiers est transmis au titulaire pour information. Ce dernier ne peut pas prendre part à l'exécution de ce contrat de substitution mais est tenu de fournir toutes les informations utiles à sa bonne exécution.

L'augmentation des dépenses par rapport aux prix du présent contrat est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

Article 18. RESILIATION

18.1 Motif de résiliation

Outre les hypothèses de résiliation pour motif d'intérêt général, l'Université se réserve le droit de résilier le présent accord-cadre :

- En cas de mauvaise exécution du marché rendant impossible le maintien des relations contractuelles.
- Dans les hypothèses prévues aux articles 36 à 42 du CCAG-PI

Conformément à l'article 32 du CCAG - PI, l'Université se réserve la possibilité de résilier l'accord-cadre aux torts du Titulaire dans les cas prévus par ladite disposition.

18.2 Mise en demeure préalable

Lorsque la résiliation prévue à l'article 36 du CCAG - PI est précédée d'une mise en demeure, le Titulaire dispose d'un délai de quinze (15) jours pour s'exécuter. Ce délai court à compter de la réception de la mise en demeure par le Titulaire.

Article 19. CHANGEMENT AFFECTANT LE TITULAIRE

Durant la période de validité du marché, le titulaire est tenu de communiquer par écrit au pouvoir adjudicateur tout changement ayant une incidence sur le statut de la société, y compris les changements d'intitulé du compte sur lequel sont effectués les paiements des sommes dues au titre du présent marché.

S'il néglige de se conformer à cette disposition, le titulaire est informé que l'Université Paris Nanterre ne saurait être tenu pour responsable des retards de paiement des factures présentant une anomalie par comparaison aux indications portées dans le marché, du fait de modifications intervenues au sein de la société et dont l'Université n'aurait pas eu connaissance.

Article 20. DIFFERENDS et LITIGES

Il est formellement spécifié qu'en aucun cas ou pour quelque raison que ce soit, les contestations qui pourraient survenir entre le pouvoir adjudicateur et le titulaire du marché ne pourront être invoqué par ce dernier comme cause d'arrêt ou de suspension même momentanée des prestations à effectuer.

20.1 Règlement à l'amiable

En application des **articles L2197-1, L2197-3, R. 2197-1 et suivants, ainsi que des articles R. 2197-23 et suivants du CCP**, tout litige qui s'élèverait à l'occasion du présent marché et en cas de désaccord après tentative de négociation, le médiateur des entreprises ou le comité consultatif de règlement amiable des différends ou litiges relatifs au marchés publics compétent pourront être saisis par l'une des parties.

En conséquence, **La procédure de règlement amiable constitue un préalable obligatoire à l'introduction d'une action en justice entre les parties. Toutes actions introduites en justice en violation de la présente clause seraient déclarées irrecevables.**

20.2 Règlement juridictionnel

Dans le cas de l'échec des tentatives de règlement amiable, tout litige relatif à la conclusion, l'interprétation, l'exécution ou la cessation du présent marché sera soumis au tribunal administratif de Cergy-Pontoise exclusivement compétent y compris en référé, nonobstant l'appel en garantie ou la pluralité de défendeurs.

Tribunal administratif de Cergy-Pontoise

2-4 boulevard de l'Hautil

BP 30322

95027 Cergy-Pontoise cedex

Téléphone : 01 30 17 34 00

Télécopie : 01 30 17 34 59

Courriel : greffe.ta-cergy-pontoise@juradm.fr

Article 21. DEROGATIONS AU CCAG-PI

Articles du présent CCAP	Articles du CCAG/PI auxquels ils dérogent
2.3	3.8.2 & 3.1.1
3.1	4.1
7	28 & 29
10	35.1.1
11.2	14.1.2 & 14.1.3
15	9